

# Le Rôle Des Crises Dans La Production, La Destruction Et La Restructuration Des Espaces Touristiques. Le Cas Des Îles Baléares

Luis Fabrice

Overview Université d'Angers

Email: [fabrice99@gmail.com](mailto:fabrice99@gmail.com)

## Abstract

Le déclenchement de la Grande Crise en 2008 a éveillé l'intérêt pour le rôle de la crise au sein des sciences sociales. Néanmoins, d'une manière générale, les études sur le tourisme ont accordé très peu d'attention aux moments de crise. Dans le cas des îles Baléares, s'il existe d'importants travaux sur l'évolution historique de l'espace touristique, ceux-ci tendent à considérer les crises comme des moments blancs. Pour cette raison, cet article se concentre sur le rôle joué par les crises dans la production de l'espace des Baléares, en analysant à la fois les moments de destruction et de restructuration de l'économie politique. De la compréhension des différentes crises, de la guerre civile à nos jours, nous pouvons conclure que les booms des îles Baléares sont le fruit incontestable de ces crises

**Keywords:** *Family Preparation, Knowledge, Young Adult.*



## A. INTRODUCTION

En 2012, malgré la persistance de la Grande Crise financière, l'OMT a célébré que le tourisme international avait atteint un milliard de visiteurs pour la première fois de l'histoire (OMT, 2015). La même année, les services de voyages mondiaux étaient la quatrième activité d'exportation en importance, représentant 5,2 % des exportations mondiales (CNUCED, 2015). Dans ce contexte de force relative du tourisme, les lobbies ont été très actifs pour fabriquer une image douce de cette industrie (Becker, 2013), jusqu'au point où le tourisme a été présenté comme une « solution globale » à la crise (UNEP/UNWTO, 2012). À cet égard, Taleb Rifai, Secrétaire général de l'OMT, a déclaré que le tourisme "a montré sa capacité à s'adapter aux conditions changeantes du marché et est donc l'un des piliers qui devraient être soutenus par les gouvernements du monde entier dans le cadre de la solution pour stimuler croissance économique » (OMT, 2014). En Espagne, l'une des destinations touristiques les plus importantes au monde et l'une des plus touchées par la crise, le tourisme a été promu comme une solution majeure à la crise (Cuadrado & López, 2014). La Grande Crise Financière a alimenté l'éternel débat sur les racines et les théories de la formation des crises (Harvey, 2014, Holgersen, 2015, Subasat, 2016). Alors que les approches néoclassiques identifient la crise avec des défaillances momentanées du marché qui doivent être résolues (c. En ce qui concerne la théorie de la formation des crises, deux interprétations principales peuvent être soulignées. D'une part, David Harvey a largement développé la thèse de la suraccumulation et de la surproduction-réalisation et le rôle de l'environnement bâti et du système de crédit comme « fixes spatio-temporels » (Harvey, 2006a, Harvey, 2016). D'autre part, la thèse

de la tendance à la baisse du taux de profit s'appuie sur le fait que la recherche concurrentielle capitaliste de surplus conduit à une situation où le taux de profit baisse (Roberts, 2016). Malgré le large débat parmi les universitaires sur la validité de la thèse de la formation des crises, on pourrait soutenir que les deux thèses, au lieu de s'exclure, se renforcent mutuellement. Dans tous les cas, les crises sont des moments violents de destruction (de valeur), où les contradictions sont temporairement résolues et les conditions de circulation et d'accumulation du capital renouvelées. En effet, les solutions à une crise contiennent les germes de crises futures (Harvey, 2014).

Alors que la théorie des crises a été une préoccupation centrale en géographie humaine (Albertos & Sánchez, 2014, Holgersen, 2015), l'opérationnalisation empirique de ce sujet reste presque inexplorée dans le domaine des études touristiques (Coles, 2013), bien que le débat sur la façon dont le « changement » du tourisme et des espaces touristiques n'est rien d'autre que nouveau. En fait, certains des articles symboliques de la géographie du tourisme des dernières décennies ont traité de cette question. Le TALC (Tourist Area Life Cycle) de Butler (1980), la « thèse de restructuration » d'Agarwal (2002) ou la « géographie évolutive du tourisme » de Brouder et Eriksson (2013) sont des avancées théoriques dans l'explication des changements au sein de l'industrie et des espaces touristiques. Cependant, nombre de ces avancées s'écartent du modèle TALC (Tourist Area Life Cycle) comme principal fondement théorique de l'analyse de l'évolution des stations touristiques. Bien que ces théorisations s'inspirent des idées schumpétériennes d'« innovation » et de la conceptualisation de Rostow des étapes de la croissance économique, leurs explications ne se concentrent pas sur la façon dont les moments de crise déclenchent des processus de « destruction créatrice » qui sont essentiels pour comprendre les moments d'expansion du tourisme et du tourisme. urbanisation.

Ritchie et al. (2014) affirment que la plupart de la littérature touristique traitant du thème de la crise les considère comme des événements exogènes. En conséquence, un premier groupe de littérature touristique traitant de la crise et du tourisme se concentre sur les événements catastrophiques, réclamant une meilleure planification pour éviter les impacts des catastrophes sur l'industrie du tourisme (Hall, 2013). Ensuite, un deuxième groupe se fonde sur la théorie néoclassique et analyse les impacts de la crise sur la demande touristique, tout en modélisant des scénarios futurs visant la reprise de la croissance économique du tourisme (Papatheodorou et al., 2010, Smeral, 2010, Song et al., 2011) . Dans ce contexte, il convient de souligner l'analyse empirique des impacts des crises sur le tourisme espagnol dans une perspective à long terme (Perles Ribes et al., 2016).

Une explication plausible pour comprendre le manque d'analyse radicale sur la crise et le tourisme pourrait être due à l'abandon des approches critiques dans les études sur le tourisme. Hall (2010) souligne comment la dimension critique a diminué avec l'académisation des études touristiques et la néolibéralisation du milieu universitaire, la plupart des contributions étant essentiellement descriptives avec une orientation non critique de « résolution de problèmes ». De plus, de nombreuses enquêtes critiques suivent des théories post-structurelles, alors que l'économie

politique du tourisme a reçu beaucoup moins d'attention (Bianchi, 2009, Mosedale, 2011).

C'est précisément dans ce contexte de crise économique qui façonne profondément l'avenir du tourisme lorsque Britton (1991, p. 452) appelle explicitement à développer « un noyau théorique plus rigoureux afin de conceptualiser pleinement son rôle dans l'accumulation capitaliste, sa dynamique économique et son rôle dans la création de la matérialité et de la sens des lieux » devient encore plus urgent. Suivant Hall (2013, p. 25), un programme de recherche pour saisir le lien tourisme-crise « nécessite de sortir le capitalisme néolibéral de l'arrière-plan du tourisme et de rendre son interrogation essentielle pour comprendre le tourisme contemporain, sa contribution et sa réponse à la crise ».

À cet égard, alors que la crise actuelle a violemment impacté la société espagnole, les géographes espagnols l'ont examinée au sein de la géographie économique (Albertos & Sánchez, 2014), de la géographie urbaine (Lois et al., 2016) ou de la géographie du tourisme (Vera et al., 2012).

L'objectif de cet article est de saisir, à partir de l'approche de la théorie sociale critique, l'importance des moments de crise capitaliste pour comprendre les processus ultérieurs de production et/ou de restructuration du capital touristique et de l'espace touristique en Espagne, et en particulier dans les îles Baléares. Cette perspective considère la crise comme des éléments inhérents au capitalisme, utilisés comme des opportunités pour fixer spatio-temporellement le capital suraccumulé et pour appliquer des contre-tendances afin de restaurer le taux de profit. À cet égard, bien que nous ne considérons les crises que comme des moments où la demande touristique et les indicateurs macroéconomiques chutent, comme un arrêt dans l'histoire politico-économique du tourisme, nous scrutons ces moments avec leurs dynamiques contradictoires. Les arrangements politico-économiques déployés pendant les périodes de crise sont cruciaux pour préparer le terrain aux futurs cycles d'accumulation. Par conséquent, au lieu de moments de passivité et de dépression, ce sont des moments d'activité turbulente et de conflit social (Klein, 2007). De plus, à partir de l'analyse de ces solutions aux crises, nous pouvons détecter les éléments potentiels de crises futures.

Cet article tente précisément d'interroger de manière critique ces moments et de détecter la construction de ces logiques qui seraient les forces motrices des soi-disant booms touristiques (Rullan, 1998). Suivant une approche de matérialisme historico-géographique et d'économie politique, l'article analyse l'impact de trois périodes de crise sur la production de l'espace touristique des îles Baléares : d'abord, la guerre civile et le choc de la Seconde Guerre mondiale, avant les années de expansion (désarrollisme); deuxièmement, la crise des années 70 et la longue restructuration des années 80 et la révolution néolibérale ; et enfin, la Grande Crise Financière actuelle (figure 1). Des calculs non publiés d'indicateurs socioéconomiques et leur interprétation sont fournis pour chaque phase. Le rôle des crises dans la production et la restructuration de l'espace touristique est construit selon une méthodologie d'étude de cas suivant des contextes théoriques hétérodoxes tels que

l'économie politique et le matérialisme historico-géographique (Clifford et al., 2016). Ainsi, cet article vise à ouvrir de multiples lignes de recherche, étant un point de départ pour de futures enquêtes sur la question.

## **B. METHODS**

Les années trente troublées sont caractérisées par la montée du fascisme en Europe et en Espagne. Le « franquisme », le régime autoritaire dirigé par le dictateur Francisco Franco (1939-1975), a été défini comme un projet de classe mené par les élites espagnoles contre les classes populaires (Sánchez-Recio & Tascón, 2003). Alors que Franco s'attendait à faire partie du bloc gagnant, la défaite du bloc fasciste pendant la Seconde Guerre mondiale a supposé un changement radical des plans de Franco. Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Espagne a fait face à une longue période d'isolement avec un blocus partiel des pays capitalistes avancés. De plus, la décision des autorités franquistes de mettre en œuvre un programme économique autarcique a créé une longue dépression (Barciela, 2013, Viñas et al. 1979). Alors que les classes populaires appelaient cette période les « années de la faim » en raison de la rareté des biens de base, la classe capitaliste a renforcé ses privilèges et certains ont réalisé d'énormes profits (par exemple, des contrebandiers comme Joan March) (Barciela, 2013, Ferrer, 2008, Sánchez-Recio & Tascón, 2003).

Dans ce contexte, les îles Baléares ont été l'une des régions espagnoles qui ont le plus souffert des effets de la crise autarcique. L'économie de l'archipel, spécialisée dans l'agriculture et l'industrie légère tournée vers les marchés extérieurs (Cela-Condé, 1979), connaît un essor momentané pendant la guerre civile, car c'est l'un des principaux sites industriels des fascistes. Mais, l'économie s'est effondrée avec la fin de la guerre et la restauration de l'activité industrielle sur le continent où la plupart des régions industrielles étaient sous commandement républicain. La répression et la dépression ont eu des effets fatals sur les classes populaires (Ginard, 2002).

A la fin des années quarante, la crise socio-économique est si terrible que les troubles sociaux contre le franquisme deviennent une véritable menace pour la survie du régime. C'est précisément à ce moment que le bloc capitaliste a commencé et a étendu les relations avec le régime de Franco. La mise en place de nouveaux arrangements institutionnels répondait à de multiples intérêts. D'une part, les États-Unis ont forcé les pays capitalistes avancés et les institutions multilatérales à accepter la dictature de Franco dans le contexte de la guerre froide, considérant l'Espagne comme un allié contre le communisme. D'autre part, Franco a changé le gouvernement avec l'incorporation de technocrates et a remplacé le programme autarcique par un programme libéral dicté par les institutions internationales (par exemple FMI, OCE, BM) afin de stimuler la croissance économique du fordisme espagnol particulier (Garcés, 2008, Vinas, 2003).

Ce changement dans l'économie politique espagnole a culminé avec l'adoption du plan de stabilisation et de libéralisation de 1959 qui impliquait des réformes drastiques (par exemple monétaires, commerciales, industrielles, du travail, etc.) pour ouvrir l'Espagne aux marchés internationaux et aux capitaux étrangers (Viñas et al.,

1979). Ce plan pourrait être défini comme une expérimentation des programmes d'ajustement néolibéraux ultérieurs. Les particularités du premier franquisme ont favorisé la mise en place du régime fordiste, notamment la dévaluation et la discipline de la main-d'œuvre. Néanmoins, ces réformes ont permis l'expansion de la consommation de masse avec pour effet politique de réduire à un certain point la résistance antifranquiste (Babiano, 1993).

### C. RESULT AND DISCUSSION

À la suite de Moore (2015), on pourrait soutenir que la relance du processus d'accumulation est fondée sur la restauration des quatre natures bon marché - travail, alimentation, énergie et matières premières - et l'expansion de la frontière marchande avec l'appropriation de nouvelles les espaces. Dans ce contexte, les zones périphériques côtières ont joué un rôle clé en tant qu'espaces de production touristique. Selon Fraga (1962), la clé pour attirer des hordes de touristes était d'offrir des services bon marché aux étrangers, ce qui signifiait des natures humaines et non humaines bon marché (ou non rémunérées). Ce processus a été pleinement soutenu par les organisations multilatérales. La BIRD a recommandé l'intensification des stations touristiques espagnoles d'avant-guerre. Et, les Baléares, en particulier Majorque et Ibiza (Buades, 2004, Cirer, 2004), sont devenues l'une des principales destinations européennes (BIRD, 1962, Murray, 2012).

Le cas des îles touristiques peut être conceptualisé comme un cas primordial de rente de monopole, profitant des économies de place liées à la condition insulaire (Harvey, 2002, Clark, 2009). La production d'espace sous le capitalisme présente des tendances contradictoires à la différenciation géographique et à l'égalisation (Smith, 2010), et les Baléares présentaient des conditions sociales extraordinaires pour l'accumulation du capital telles qu'une main-d'œuvre bon marché et des plages ensoleillées à très bas coût. Afin de faciliter la production touristique, les autorités franquistes ont préparé les conditions du cumul avec la construction d'infrastructures essentielles : aéroports internationaux, réseau de transport terrestre et centrales électriques (Buades, 2004, Blázquez & Murray, 2010).

En plus de ces politiques qui visaient l'intégration espagnole dans le monde capitaliste, les réglementations spatiales ont été adaptées pour stimuler le tourisme avec l'approbation de plusieurs lois : loi foncière (1956), loi sur les centres et zones d'intérêt touristique (1963) et la loi côtière. Loi (1969) (Cals, 1974, Esteve & Fuentes, 2000, Torres, 2010). Les promoteurs locaux ont bénéficié des avantages de ces réglementations et ont payé eux-mêmes la planification municipale, décidant des emplacements des futurs développements touristiques et urbains (Rullan, 1999).

Dans les années soixante, la baie de Palma est devenue la principale zone touristique, en particulier la Playa de Palma car elle était située sur l'une des plus grandes plages de sable, la plus proche de l'aéroport (Pons et al., 2014). Le reste de l'archipel a également été intégré au circuit touristique, étant particulièrement intensif à Ibiza (Ramón-Fajarnes, 2001), tandis que Minorque est restée moins touristique

puisque l'accumulation de capital s'est concentrée autour de l'agro-industrie et de l'industrie légère (Farré et al., 1977).

Le rythme de la construction hôtelière s'est accéléré à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix (tableau 1) et en 1973, les Baléares étaient la principale région espagnole en termes de capacité d'hébergement touristique (28 % de tous les lits) (Esteve & Fuentes, 2000). Une caractéristique spatiale commune était que la majeure partie du capital touristique était extrêmement concentrée dans de petites stations balnéaires, ce qui était initialement crucial pour l'augmentation des bénéfices en raison des économies d'agglomération (Pons et al., 2014).

La plupart des hôtels ont été construits dans un laps de temps très court financés par des tour-opérateurs internationaux qui ont canalisé les flux touristiques avec des voyages à forfait (Bray & Raitz, 2001, Gaviria, 1974, Picornell, 1978). Néanmoins, le passage des capitaux agraires, industriels ou de contrebande à l'industrie touristique prometteuse était également tout à fait pertinent (Murray, 2012, Yrigoy, 2015).

D'autre part, le pétrole bon marché et les accords sociaux de l'État-providence d'après-guerre (par exemple, les congés payés) ont ouvert la voie à la croissance rapide du tourisme, avec une augmentation spectaculaire des arrivées de touristes aux Baléares (tableau 1). De plus, selon Fraga (1962), l'offre de services bon marché aux étrangers était fondamentale pour attirer des hordes de touristes. Les voyageurs n'étaient pas intéressés par la propriété d'hôtels, mais ils ont fait pression pour geler les prix des lits touristiques et s'assurer ainsi leurs rendements élevés. C'est-à-dire qu'ils ont concentré leur stratégie sur le contrôle de la circulation du capital, caractérisée par un roulement élevé, plutôt que sur la propriété du capital fixe.

Présente l'augmentation rapide des lits touristiques dans un laps de temps très court. Cette croissance a répondu aux premiers symptômes de la crise fordiste dans les principaux pays européens. En conséquence, les capitaux européens suraccumulés à la recherche d'investissements à haut rendement ont financé ce boom. Par conséquent, le boom hôtelier des Baléares était lié au boom immobilier généralisé de la fin des années soixante (López & Rodríguez, 2010, Smith, 2010), devenant une « fixation spatiale » pour les capitales européennes (Yrigoy, 2015) dans un double sens : premièrement, en tant qu'absorption de capitaux suraccumulés, deuxièmement, en tant que moyen d'assurer une circulation accrue des capitaux touristiques. Néanmoins, des capitalistes locaux entretenant de bonnes relations avec les autorités franquistes et alliés aux voyageurs internationaux ont fondé les premières chaînes hôtelières qui deviendront ensuite de grandes sociétés transnationales (par exemple, Sol Hotels, Riu Hotels, Barceló Group, Doliga Group, etc.) (Buades, 2009, Murray, 2012). Au début des années 70, le régime fordiste était sur le point de prendre fin et les contradictions internes se sont cristallisées en une crise mondiale. Des aspects multiples et communs se cachent derrière la crise fordiste. La baisse du taux de profit s'explique principalement par une situation de suraccumulation combinée à une pression à la baisse sur les prix en raison de la forte concurrence entre les pays

capitalistes (Brenner, 2006, Harvey, 1989). Dans ce contexte, le néolibéralisme est apparu comme la solution à la crise (Harvey, 2005).

La décision unilatérale de Richard Nixon de briser le système de Bretton Woods et la dévaluation du dollar qui a suivi ont fait monter les prix mondiaux et ont rapidement profité aux fabricants et aux exportations américains. L'inflation a augmenté avec le soi-disant choc pétrolier, et les années 70 et 80 ont constitué une période de restructuration et de turbulences géoéconomiques et géopolitiques mondiales qui ont cédé la place au néolibéralisme et au régime financier mondial d'accumulation (Brenner, 2002, Gowan, 1999, Harvey, 2005, Panitch et Gindin, 2012).

Alors que les explications de droite sur la crise se concentraient sur la rigidité du régime fordiste, l'interventionnisme étatique excessif et l'excès de démocratie (Crozier et al. 1975), la solution à la crise se concentrait sur la classe ouvrière, réduisant la création d'emplois et les salaires réels, conduisant ensuite vers la sous-consommation. Cela a été complété par une attaque contre l'État par le capital, afin de façonner son rôle pour créer un environnement entrepreneurial via des privatisations et des réglementations pro-capital (Bowles et al., 1989, Harvey, 1989). La longue récession dans les pays capitalistes avancés a été caractérisée, entre autres, par un processus de désindustrialisation qui s'est déroulé parallèlement à la soi-disant mondialisation, qui a entraîné l'expansion de la frontière des matières premières vers les pays du Sud (Harvey, 2006b). Alors que les salaires réels restaient stagnants, la consommation de masse a été relancée via la financiarisation de la vie quotidienne (Martin, 2002), et les profits se sont progressivement réalisés via des logiques financières et des bulles d'actifs (Lapavistas, 2013). La crise des années 70 a eu de graves effets en Espagne en raison de la combinaison de la crise capitaliste internationale et de la mort de Franco en 1975. Des luttes sociales ont éclaté et les mouvements anticapitalistes ont compris ce moment comme une opportunité extraordinaire pour construire une démocratie radicale, profitant de la crise (Rodríguez, 2015). Les autorités franquistes ont mis en place un ensemble de mesures pour éviter prochainement l'impact de la crise et des troubles sociaux. En raison de ces politiques, la crise espagnole a été plus dure que le reste de l'Europe et s'est déchaînée un peu plus tard (Sudrià, 2013, Rodríguez, 2015). Dans un premier temps, alors que les pays européens adoptaient des programmes d'ajustement, avec le transfert des hausses des prix du pétrole aux consommateurs et la limitation de l'offre monétaire, le gouvernement espagnol a maintenu les prix du pétrole stables et a développé une politique monétaire assouplie pour encourager la demande intérieure (Sudrià, 2013). Enfin, les pactes de la Moncloa (1977) supposent l'adoption d'un programme d'ajustement pour intégrer l'Espagne dans le cadre néolibéral international de l'Union européenne. La solution à la crise a été façonnée sous le couvert de la « modernisation » économique. Plusieurs forces politiques, y compris les soi-disant socialistes, ont convenu avec la classe capitaliste qu'un problème majeur de l'Espagne était son "sous-développement" et que la société devait donc être "modernisée", ce qui signifiait l'adaptation à l'agenda néolibéral (Etxezarreta, 1991).

La crise a accentué certaines des principales faiblesses du « miracle espagnol » telles que la forte dépendance extérieure à l'égard de l'énergie, des machines et des biens d'équipement. Et le tourisme a joué un rôle crucial dans l'ajustement de la balance des paiements (López & Rodríguez, 2010). La balance des paiements dépendante du tourisme a été endommagée lorsque les pays européens ont entrepris des programmes d'ajustement et des réformes néolibérales pour faire face à la crise qui a entraîné une augmentation du chômage, et donc une réduction de la consommation touristique. En conséquence, les flux touristiques vers les Baléares sont passés de 3,5 millions en 1973 à 3 millions en 1976. Dans un premier temps, les destinations touristiques espagnoles ont subi plus lourdement les impacts de la crise que les autres régions espagnoles, en raison de leur extrême dépendance vis-à-vis des économies étrangères. (Murray, 2015). Néanmoins, les flux touristiques vers les Baléares ont augmenté avec le redémarrage de la croissance économique dans les pays du cœur de l'Europe (voir figure 1). À cet égard, il est important de souligner que les touristes allemands ont dépassé les touristes britanniques et depuis, leur nombre est plus important. Ce fait est lié aux différentes politiques post-crise adoptées en Allemagne de l'Ouest et au Royaume-Uni (Jessop, 1989).

Avec l'éclatement de la crise et les politiques qui ont suivi, le chômage a augmenté régulièrement jusqu'à un maximum de 14,3 % en 1986 aux îles Baléares. Cependant, le chômage espagnol a culminé à 21% la même année, coïncidant avec l'entrée de l'Espagne dans l'Union européenne. Face à ce choc social, le gouvernement espagnol a promulgué des réformes successives du travail visant à la flexibilisation de la main-d'œuvre (Etxezarreta, 1991). La redéfinition de la division technique du travail a permis au capital d'adopter des stratégies d'augmentation du taux d'exploitation avec l'introduction de l'externalisation et de nouvelles modalités contractuelles plus précaires (Reina, 1998).

Une fois la crise déclenchée, le chômage était plus faible dans les Baléares que dans les autres régions espagnoles qui connaissaient un processus de désindustrialisation. En effet, les régions touristiques étant très vulnérables du fait de leur extrême dépendance aux flux touristiques, l'activité économique et l'emploi sont stimulés par la restauration de ces flux. En outre, les régions touristiques espagnoles se sont plus facilement adaptées au prochain cycle d'accumulation, tandis que les autres régions ont subi un processus de restructuration lourde (López & Rodríguez, 2010, Alenyà & Navinés, 2010). La crise a eu un impact sévère sur les voyageurs internationaux, qui s'étaient livrés à une concurrence féroce sur les prix, et l'augmentation des prix du pétrole a conduit certains d'entre eux à la faillite. En effet, la crise économique a déclenché la restructuration complète du secteur, aboutissant à une structure extrêmement concentrée où une poignée de Tour Operators contrôlaient la plupart des flux touristiques européens (Gaviria, 1974, Dunning & McQueen, 1982, Bray & Raitz, 2001, Murray, 2012).

Très vite, plusieurs entreprises familiales font faillite (259 entre 1973 et 1980), notamment des petits hôtels fermés (296 hôtels et 20.934 lits) (ABC, 1974, Payno, 1985, Murray, 2012). Il faut garder à l'esprit que les crises capitalistes sont des moments

essentiels du processus d'accumulation, où la destruction est aussi importante que la production (Harvey, 2014). Par conséquent, l'éclatement de la crise a été un moment primordial pour la restructuration des groupes hôteliers avec la consolidation des grandes chaînes hôtelières, d'un processus de concentration via l'absorption des entreprises en faillite. Cela a conduit à une grande transformation des unités de production, des petits hôtels –'ateliers touristiques'– aux grands hôtels –'usines touristiques'– (Sastre, 1995, Murray, 2012).

D'autre part, le régime démocratique espagnol a impliqué un changement dans les structures de pouvoir avec l'ascension de nouvelles élites sociales, tandis que la plupart des membres de la classe dirigeante franquiste se sont simplement adaptés à la nouvelle situation (Rodríguez, 2015). L'expansion de Sol Hotels reflète la combinaison des deux dynamiques avec l'acquisition de la branche hôtelière de RUMASA après son expropriation. RUMASA avait été l'un des principaux holdings, présenté comme un symbole de la modernisation des entreprises par les autorités fascistes dans les années soixante (Bayón, 1999, Uriol, 2001).

Aux Baléares, avant le crack, certaines voix avaient déjà pointé le risque de surproduction due à des constructions hôtelières à outrance. Le lobby touristique réclamait un meilleur contrôle de l'offre touristique, afin d'éviter les effets négatifs d'une concurrence excessive (Juan et al., 1970). Cela a constitué une constante tout au long de l'histoire touristique de l'archipel. L'intérêt personnel des capitalistes s'est écrasé avec l'intérêt de classe capitaliste en ce sens qu'au moment des rendements élevés, les investisseurs ont construit des centaines d'hôtels au même endroit en très peu de temps, prêts à saisir chacun des bénéfices plus élevés. Mais, en quelques années seulement, les stations touristiques ont présenté des symptômes de dégradation, comme le cas de Playa de Palma. Par conséquent, ces stratégies individuelles étaient allées à l'encontre des intérêts de la classe capitaliste du tourisme dans son ensemble. En fait, l'État a tenté d'éviter les effets destructeurs de l'intérêt personnel des capitalistes, en lançant le décret 3787/1970 sur les exigences infrastructurelles minimales des hébergements touristiques (Rullan, 1999, Esteve & Fuentes, 2000).

De plus, dans les premiers moments de la crise, le gouvernement a mis en place des plans de modernisation et des instruments financiers publics dans des conditions favorables visant à résoudre les importants déficits infrastructurels des premières stations touristiques (Cals, 1974, Esteve & Fuentes, 2000), qui restent encore des icônes de tourisme de masse et vacances à forfait (Murray, 2012, Yrigoy, 2015). Au début des années 90, l'Espagne traversa une courte crise provoquée par l'effondrement de la bulle immobilière des années 80 (Naredo, 1996) et les turbulences internationales, telles que la crise financière de l'Union européenne, l'intégration allemande, l'effondrement de l'URSS et la première Guerre du Golfe (Fernández-Durán, 1996, Gowan, 1999). Néanmoins, cette crise n'était qu'un moment de la révolution néolibérale qui a permis la pleine diffusion du néolibéralisme dans le monde (Harvey, 2003). À cette époque, les flux touristiques vers les Baléares ont légèrement diminué, mais la guerre des Balkans a profité aux Baléares avec le détournement de touristes vers l'archipel. En outre, certaines entreprises touristiques ont fait faillite, accélérant

le processus susmentionné d'absorption et de consolidation de grandes entreprises (Murray, 2012). À ce moment, Gabriel Cañellas, président du gouvernement des Baléares (1983-1995) a annoncé que son engagement était de faire des Baléares la deuxième patrie de l'Europe (Amer, 2006).

Encore une fois, les analystes pro-touristiques ont proposé la réduction des lits touristiques en raison de la surcapacité de production, le renouvellement des anciennes installations touristiques et la promotion du tourisme résidentiel (Aguiló, 1990). Précisément, ces lignes directrices étaient exactement les politiques mises en œuvre par le gouvernement régional. Plusieurs stations balnéaires ont fait l'objet de plans de renouvellement, financés par des fonds européens, afin d'adapter l'espace pour accueillir de nouveaux produits touristiques et augmenter les revenus du tourisme (Murray, 2012).

En revanche, notamment à partir du milieu des années 80 et de la mondialisation rapide, le taux de profit touristique aux Baléares a diminué (Manera et al., 2016) et était inférieur à celui des nouvelles périphéries de plaisir, où les programmes d'ajustement encourageaient le tourisme et l'entrée des capitaux étrangers. Ainsi, depuis le milieu des années 80, les chaînes hôtelières des Baléares se sont d'abord étendues aux Canaries, puis à d'autres régions du Sud, notamment les Caraïbes, à la recherche de profits plus élevés (voir la baisse des dépenses touristiques dans le tableau 2) (Blázquez et al., 2011).

Par rapport à ce qui a été dit précédemment, il est remarquable que les capitalistes touristiques ne se soient pas farouchement opposés aux politiques urbaines et touristiques édictées par le gouvernement régional, car ces réglementations leur ont profité. Paradoxalement, comme ces lois protégeaient les espaces naturels et limitaient la construction d'hébergements touristiques supplémentaires, elles protégeaient les rentes de monopole de la classe capitaliste (Murray et al., 2010).

Si l'hébergement touristique et l'urbanisation ont été certes limités en raison des luttes socio-politiques des années 80 et 90, l'environnement bâti s'est considérablement développé (tableau 2). Il s'agit de la spécialisation espagnole dans le circuit secondaire du capital au sein de la division territoriale européenne du travail. Après la crise de la fin des années 80, le cadre institutionnel espagnol s'est pleinement adapté pour faire de l'Espagne une clé de voûte du circuit secondaire (López & Rodríguez, 2010, Charnock et al., 2014). Depuis l'adoption de l'euro, l'Espagne est devenue une place chère et la condition essentielle des Quatre Bons Marchés s'est interrompue. Le tourisme ne pouvait plus compenser le compte commercial de la balance des paiements, et l'Espagne a présenté le plus grand déficit mondial en 2007. Cependant, la spécialisation financière a équilibré la balance des paiements, qui à son tour a été associée à la bulle immobilière (Carpintero, 2009, Murray & Blázquez, 2009). Les destinations touristiques espagnoles sont devenues des espaces clés du boom immobilier car elles étaient extraordinairement adaptées pour absorber les capitaux étrangers (López & Rodríguez, 2010). À cet égard, les aéroports des Baléares ont été agrandis pour doubler leur capacité et les entrées de touristes ont augmenté de façon

spectaculaire (tableau 2) avec la libéralisation du transport aérien et l'expansion des transporteurs à bas prix (Bauzá, 2013).

En outre, les soi-disant « vingt ans de pétrole bon marché » et les réglementations de l'UE ont également renforcé les flux touristiques avec des vols bon marché et ont facilité les mobilités (Fernández-Durán & González-Reyes, 2014). Néanmoins, les dépenses touristiques ont stagné tout au long de ces années, et pourtant plus de la moitié de celles-ci ont été réalisées dans les pays d'origine des touristes (tableau 2). Face à cette situation, accentuée avec l'adoption de l'euro et la fin des « services touristiques bon marché », certaines sociétés hôtelières ont lancé des forfaits tout compris, afin de capter l'essentiel des dépenses touristiques (Alegre & Pou, 2006). D'autre part, certaines entreprises ont vendu une partie de leurs actifs à d'autres sociétés et ont réinvesti dans des espaces très rentables à l'étranger. De nouvelles sociétés hôtelières ont émergé de l'acquisition de ces actifs (par exemple Playasol ou Pabisa) (Murray, 2012).

Cependant, une part croissante de la circulation du capital touristique a été réalisée par de nouveaux moyens. À cet égard, une part croissante des touristes a séjourné dans des résidences secondaires et les capitaux étrangers ont joué un rôle actif dans la formation de la bulle immobilière (Seguí, 1998). De plus, l'expansion généralisée du crédit en période d'argent bon marché a également alimenté la bulle. Aux Baléares, le tourisme s'est déroulé parallèlement à la construction immobilière, et les deux ont réagi. En conséquence, la construction de logements s'est accélérée et les prix des logements ont fortement augmenté jusqu'à monter en flèche en 2007 (tableau 2).

D'autre part, il convient de souligner que les politiques de contention urbaine et touristique n'ont été efficaces qu'au milieu des années 90, comme en témoignent des variables telles que le parc de logements ou l'occupation du sol urbain, qui n'ont cessé de croître (tableau 2). Paradoxalement, les luttes sociales et les politiques qui en ont résulté ont favorisé les conditions sociales de protection des loyers des capitalistes et, par conséquent, les prix des logements et la valeur du capital ont augmenté par rapport à la moyenne espagnole. À son tour, le logement est devenu inabordable pour la classe ouvrière (Murray, 2010).

## D. CONCLUSION

Contrairement à la recherche touristique traditionnelle qui se concentre sur l'effet de la crise sur la demande touristique, nous avons souligné les multiples dimensions de la crise sur les espaces touristiques. Bien que certains chercheurs aient négligé la prise en compte des crises dans la transformation touristique des îles Baléares, nous concluons que les crises et les réponses politiques à celles-ci sont cruciales pour une meilleure compréhension de la production de l'espace touristique. En conséquence, se concentrer sur la crise pourrait mieux aider à construire des récits critiques sur la production de l'espace touristique, car lorsqu'elles surviennent, des contradictions capitalistes émergent.

Dans le cas particulier des Baléares, nous pouvons soutenir que le tourisme a été une solution à la longue crise espagnole de l'après-guerre au milieu du XXe siècle, étant d'une importance cruciale pour le régime de Franco en termes de captation de devises étrangères. Depuis lors, l'archipel a joué un rôle clé dans l'économie politique espagnole via la spécialisation touristique. Une première tendance détectée est que le tourisme a été une « solution » importante aux crises capitalistes en Espagne et, paradoxalement, la spécialisation du tourisme a augmenté régulièrement au point de devenir absolue aux îles Baléares. En ce qui concerne ce qui précède, nous pouvons reconnaître que les Baléares et d'autres destinations touristiques espagnoles, bien qu'ayant subi plus durement les premiers effets des crises, se sont rétablies plus rapidement. En effet, ces espaces n'ont pas eu à entreprendre de longs processus de restructuration, mais ont intensifié la stratégie d'accumulation touristique moins coûteuse. La restauration de la consommation de masse (dont le tourisme) dans les principaux pays européens profite directement aux îles Baléares, car les flux touristiques internationaux se réactivent avant toute la restructuration de l'économie espagnole. En outre, le caractère aléatoire a également été important en termes de rétablissement du circuit touristique, car des crises ont coïncidé avec de graves conflits dans d'autres destinations touristiques méditerranéennes, entraînant une déviation des flux touristiques vers l'archipel. Un deuxième schéma est une expansion constante de la frontière des produits touristiques à chaque crise. Les nouvelles frontières des produits touristiques sont une « solution spatiale » dans les premiers moments de la crise. Alors que dans un premier temps, la production touristique était concentrée dans quelques stations, les crises ont été « réglées » par l'incorporation progressive d'autres stations balnéaires, d'espaces ruraux et de villes. De plus, les capitales des Baléares ont élargi la frontière des produits touristiques grâce à la délocalisation des hôtels vers les plages du Sud global. L'expansion de la frontière de la marchandise touristique s'est également réalisée grâce à l'incorporation de nouvelles unités de production touristique. En conséquence, ce processus peut être conceptualisé comme un processus d'appropriation ou « d'accumulation par dépossession » où l'exploitation touristique massive du logement est la dernière frontière. On pourrait dire que la « bulle financière et immobilière » s'est muée en une « bulle touristique et immobilière ». Un troisième schéma est que, tandis que les espaces et actifs touristiques nouvellement incorporés ont présenté des bénéfices croissants, les anciens ont subi un processus de dévaluation et de dégradation. À cet égard, les espaces ainsi créés ont présenté des symptômes précoces de dégradation et les lobbies touristiques ont affirmé que les pouvoirs publics devaient promouvoir la régénération urbaine des stations touristiques et la modernisation de l'hébergement touristique. Par conséquent, les deux revendications ont constitué certaines des politiques anticycliques primordiales dans les stations touristiques. Un quatrième schéma, bien qu'apparemment contradictoire, consiste en l'augmentation de l'hébergement touristique en temps de crise. À cet égard, nous pouvons souligner que, d'une part, les capitalistes du tourisme se plaignent de la surcapacité de production et exigent des politiques visant à restreindre la concurrence en période de crise. Cependant, d'autre

part et malgré ces demandes, les investissements dans l'environnement bâti touristique se développent. Cependant, tous les capitalistes n'ont pas bénéficié de ces conditions car de nombreuses petites et moyennes entreprises ont fait faillite avec des crises et cela a ouvert la voie à la concentration du capital, en particulier entre les mains des grandes chaînes hôtelières. Cependant, les processus historiques ne sont pas simples et nous sommes actuellement confrontés à l'émergence de nouveaux acteurs concurrents dans l'arène du capital touristique, tels que les « propriétaires-entrepreneurs » ou les fonds d'investissement. Néanmoins, le processus dépendant de la trajectoire des Baléares montre que les grandes capitales ont concentré les installations touristiques émergentes, détenues en premier lieu par de petites entreprises. À cet égard, les grandes chaînes hôtelières qui concentraient auparavant la plupart des lits d'hôtel et des appartements touristiques pourraient renforcer leur position en contrôlant le marché du logement touristique une fois légalisées. Un cinquième schéma est la tension permanente entre les politiques favorisant l'expansion de la frontière des produits touristiques et les politiques qui la restreignent. Ces politiques ont alterné tout au long de la période analysée. Ainsi, on peut remarquer qu'après la crise fordiste et la construction rapide de lits touristiques illégaux dans les premiers moments de la crise, les mouvements sociaux Les demandes des commerçants de limiter l'hébergement touristique et de protéger les zones naturelles ont coïncidé avec les demandes de la classe capitaliste du tourisme de limiter la concurrence. Lorsque les deux demandes sociales concordaient, les politiques s'adaptaient dans une certaine mesure à ces demandes. Comme nous l'avons vu, la crise actuelle a été suivie d'une expansion massive des lits touristiques avec une régulation pro-capital. Il est plausible de penser que la société civile et la classe capitaliste du tourisme coïncideront dans un futur proche en revendiquant l'arrêt de la frontière de la marchandise touristique, qui à son tour protège les rentes de monopole des capitalistes. Un sixième schéma est que les crises successives se sont résolues avec l'adoption de réformes de la politique du travail visant à flexibiliser les conditions de travail et à réduire les coûts de main-d'œuvre, alors que les nouvelles frontières touristiques des produits de base avaient tendance à être moins intensives en main-d'œuvre. La combinaison de la main-d'œuvre touristique sous-payée, des coupes sociales et de l'augmentation du travail non rémunéré se traduit par une « accumulation par dépossession » croissante du travail social collectif. Enfin, on peut se demander s'il atteint les limites du capital touristique des îles Baléares. Si l'on considère que les crises ont été liées à la hausse des prix du pétrole et à la reprise de la restauration des quatre bas prix, et puisqu'il existe des preuves du pic pétrolier et du changement climatique, cette question devient plus troublante. Nous pourrions être confrontés à une crise historique ou systémique, qui pourrait impliquer la rupture incontrôlée de la stratégie d'accumulation du tourisme dans un avenir proche.

## REFERENCES

1. ABC (1974). Cierre de hoteles en la provincia de mayor densidad de alojamientos turísticos. ABC, 09/05/1974, 59.

2. Agarwal, S. (2002). Restructuration du tourisme balnéaire : The Resort Lifecycle. *Annals of Tourism Research*, 29(1), 25-55.
3. Aguiló, E. (1990). Baléares. *Papeles de Economía Española*, 45, 135-150.
4. Aguiló, E. (Coord.). (1987). *El Llibre Blanc del turisme a les Balears*. Palma : Conselleria de Turisme, Govern Balear, Universitat de les Illes Balears.
5. Aguiló, E. (Dir.). (1981). *Le tourisme aux Baléares*. Palma : Consell Interinsular/Conselleria d'Economia i Hisenda/Banca March.
6. Albertos, J.M. & Sánchez, J.L. (Coord.). (2014). *Géographie de la crise économique en Espagne*. Valence : Université de Valence.
7. Alegre, J. & Pou, Ll. (2006). El paquete turístico de todo incluido : un análisis de sus implicaciones económicas para el caso de las Islas Baleares. *Série de documents de travail DEA núm.17*.
8. Alenyà, M. & Navinés, F. (Coords.). (2010). *L'economia balear 1970-2010*. Palma : Documenta Balear.
9. Alenyar, M. (1982). *La comptabilitat regional de les Illes Balears 1978 i 1979*. Barcelone: Fundació Jaume Bofill.
10. Amer, J. (2006). *Tourisme et politique. L'Empresariat hôtelier de Majorque*. Palma : Documenta Balear.
11. Artigues, A.A., Bauzà, A., Blázquez, M., González, J., Murray, I. & Rullan, O. (2006). *Introduction a la geografía urbana de las Illes Balears*. Palma : UIB, AGE, Govern de les Iles Balears.
12. Babiano, J. (1993). Las particularidades del fordismo español. *Cuadernos de Relaciones Laborales*, 3, 77-94.
13. Banyuls, J. & Recio, A. (2015). La crise de la crise. España bajo el neolibéralisme conservateur. Dans S. Lehndorff (Ed.), *El triunfo de las ideas fracasadas. Modèles du capitalisme européen en la crise* (pp.36-69). Madrid : Fuhem Ecosocial – Los Libros de la Catarata.
14. Barciela, C. (2013). Los ans del Hambre. Dans E. Llopis, & J. Maluquer de Motes (Coords.), *España en crise : las grandes depresiones económicas 1348-2012* (pp. 165-192). Barcelone : Pasado y presente.
15. Bauzà, A. (2013). *En l'espai-temps. Homenatge a Alícia Bauzà van Slingerlandt, geògrafa*. Palma : GIST (Universitat de les Illes Balears) & LUCID (Lund University).
16. Bayon, F. (Dir.). (1999). *50 ans du tourisme espagnol. Une analyse historique et structurelle*. Madrid : Centro de Estudios Ramón Areces.
17. Becker, E. (2013). *En surréservation. L'explosion des affaires du voyage et du tourisme*. New York : Simon & Schuster.
18. Bianchi, R.V. (2009). Le « tournant critique » des études touristiques : une critique radicale. *Géographies du tourisme*, 11(4), 484–504.
19. Blasco, A. (2015). *Loger d'habitatges a turistes*. In *Anuari del turisme de les Illes Balears 2015* (pp. 101-116). Palma : Gadeso.
20. Blazquez, M. & Murray, I. (2010). Una geohistoria de la turistización de las islas Baleares. *El Periplo Sustentable*, 18, 69-118.

21. Blazquez, M., Artigues, A.A. & Yrigoy, I. (2015). Crisis y planificación territorial turística neoliberal en las Islas Baleares. *Investigaciones Turísticas*, 9, 24-49.
22. Blàzquez, M., Garau, J.M. & Murray, I. (2002). El Tercer Boum. Indicadors de sostenibilitat del turisme a les Illes Balears 1989-1999. Palma : Léonard Muntaner.
23. Blazquez, M., Rullan, O. & Murray, I. (2010). El consumism territorial i els gestos d'autocontenció a les Illes Balears. In Mayol, J., Muntaner, Ll., & Rullan, O. (Eds.), *Homenatge a Bartomeu Barceló i Pons, geògraf* (pp. 371-390). Palma : Léonard Muntaner.
24. Blazquez, M., Cañada, E. & Murray, I. (2011). Búnker playa-sol. Conflictos derivados de la construcción de enclaves de capital transnacional turístico español en El Caribe y Centroamérica. *Scripta Nova*, 15(368).
25. Borrás, R. (2015). *Précaritétats. De la inestabilitat a la pobresa laboral. Le cas des Iles Balears*. Palma : Fondation Gadeso